

Samedi 18 mars



Nous sommes réunis aujourd'hui pour défendre non pas une école, non pas 20 écoles mais l'école creusoise en général.

Depuis l'annonce ministérielle de la fameuse « Priorité au Primaire », le Service Public d'Education Creusois n'a cessé de se décomposer. En effet ce sont 8 postes d'enseignants qui ont été retirés depuis 2012. Dans le même temps la Corrèze a gagné 11 postes en perdant deux fois plus d'élèves que la Creuse ! La « priorité au primaire » n'est pas la même sur tous les territoires !

Dernière preuve en date : 5 postes ont été alloués à l'Académie de Limoges pour accompagner la signature des conventions rurales. Les départements de la Corrèze et de la Creuse ont signé une convention. Les 5 postes ont donc été attribués à la Haute-Vienne ! Cherchez l'erreur...

Le SNUipp-FSU revendique depuis longtemps les dispositifs innovants tels que le « plus de maîtres que de classes » ou la scolarisation des élèves de moins de 3 ans. Toutefois ces dispositifs nécessitent en premier lieu une réflexion globale pour leur implantation et des moyens dédiés pour un fonctionnement efficace. Or les cartes scolaires successives depuis 2012 n'ont jamais pris en compte cette réflexion nécessaire pour allouer ces moyens. Ces dispositifs n'ont été créés jusqu'à présent que pour un affichage politique ! Sans aucun moyen dédié les injustices se sont en plus accumulées pour réaliser cet affichage. Le département de la Creuse n'est pas une terre d'expérimentation pour le curriculum de la DASEN ! Le sentiment qui ressort de ces choix est que la DASEN, pour assurer un affichage correct vis-à-vis du gouvernement, a préféré remplir les cases dont elle avait besoin plutôt que d'assurer une équité de traitement sur le département. Pour le SNUipp-FSU23 c'est inacceptable !

Les besoins du département doivent être traités dans l'ordre : il est nécessaire d'abord de répondre aux effectifs des classes en fonction du nombre de niveaux et d'assurer la présence d'un enseignant devant chaque classe tous les jours en réalisant les ouvertures de classes nécessaires. Une fois le quotidien assuré dans de bonnes conditions il sera temps de réfléchir à la mise en place de nouveaux dispositifs.

C'est pourquoi tous ensemble, enseignants, usagers, élus, citoyens, nous devons exiger les moyens nécessaires pour assurer un service public d'éducation de proximité et de qualité pour tous et sur tout le territoire !

L'École est un investissement pour l'Avenir. La Réussite de tous les élèves est notre ambition partagée mais elle nécessite, au-delà de l'engagement quotidien des enseignants, des parents et des élus, des moyens à la hauteur des besoins : à l'Etat aujourd'hui de tenir ses engagements !